

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 89 | 19 janvier 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Malgré les dissonances sur le calendrier, socialistes et communistes s'entendent sur l'objectif
- Chili : Face au renouveau du mouvement ouvrier et populaire, les vieilles recettes d'une Présidente socialiste...
- La dette publique : le pillage organisé des richesses collectives au profit de la finance

Malgré des dissonances sur le calendrier, socialistes et communistes s'entendent sur l'objectif

François Hollande presse le pas. Et fixe le cap : « *Faire que 2006, année de vérité, serve à préparer le choix essentiel de 2007 : faire gagner la gauche.* » Le rassemblement des socialistes était une première étape. Le congrès du Mans a débouché sur la synthèse entre partisans du oui et tenant du non au référendum sur le traité constitutionnel. Reste désormais à engager la seconde phase : l'union de la gauche.

« *Battre la droite !* » : tel est le nouveau cri de ralliement au PS. Et, rue de Solferino, on n'entend nullement laisser passer son tour en 2007, et ce d'autant moins que les résultats du parti, en 2004, lors des élections régionales, européennes et cantonales, crédibilisent la perspective de l'alternance.

À dix-sept mois du premier tour de l'élection présidentielle, la direction socialiste relance donc l'idée d'« *un contrat de gouvernement* » négocié avec ses partenaires Verts, radicaux et communistes. Mieux, elle envisage dorénavant de leur réserver, lors des élections législatives qui suivront immédiatement la présidentielle, des circonscriptions « gagnables » afin de permettre aux Verts et radicaux de constituer un groupe parlementaire et aux communistes de conserver le leur.

Lors de ses vœux, le premier secrétaire du PS a mis en garde ses alliés contre la désunion qui avait conduit à l'élimination de Lionel Jospin en 2002 : « *Que vaut-il mieux pour eux : présenter un candidat à l'élection présidentielle en prenant le risque de faire perdre la gauche ou avoir un groupe parlementaire, ce qui suppose aussi de faire gagner la gauche ?* » François Hollande prévient : « *il n'y aura de dynamique que dans l'unité, et de confiance dans l'alternance que dans la cohérence et le respect : c'est la gauche durable* ».

La réponse des communistes ne s'est pas fait attendre. « *Un tel scénario, qui revient à marchander une fusion de la gauche autour du Parti socialiste, est absolument irréaliste* » tranche le communiqué qui a suivi les déclarations du premier secrétaire.

François Hollande veut précipiter les échéances. Marie-George Buffet refuse d'accélérer le rythme.

La députée de Seine-Saint-Denis s'en tient à la démarche qu'elle a adopté pendant la campagne référendaire et constamment réaffirmé depuis : il s'agit de créer « *une majorité politique pour le changement* », par conséquent de « *faire bouger toute la gauche* » des sociaux-libéraux à l'extrême gauche.

« *Il faut travailler tous azimuts, défend la secrétaire nationale du PCF. On est dans une situation difficile : la droite cogne au niveau social, démocratique, elle mène une guerre idéologique, il y a besoin à gauche d'un véritable bouillonnement populaire et citoyen qui pose la question de l'alternative antilibérale. Il y a besoin de lutter et les gens lutteront d'autant mieux qu'ils penseront qu'une autre politique est possible. Si on ne bouge rien à gauche d'ici 2007, notre peuple sera à nouveau déçu, soit parce que la droite repassera, soit parce que la gauche au pouvoir ne mènera pas une politique de rupture.* »

Partant, place du Colonel Fabien, on repousse toute discussion d'un contrat de gouvernement avec les formations de l'ex-gauche plurielle ; on accepte en revanche, côté communiste, de débattre des conditions d'un accord programmatique « *pour que la gauche gagne et change vraiment la vie* »...

Ne pas laisser penser qu'un accord est immédiatement possible avec les socialistes sans en écarter toutefois la perspective : c'est cette nuance qui explique la polémique opposant depuis le début de l'année PS et PCF à propos de la réunion unitaire des partis de la gauche de gouvernement le 8 février à la Maison de l'Amérique latine à Paris.

Amorcer avec les trois autres composantes de l'ex-gauche plurielle « *la recherche d'un accord de gouvernement autour de propositions communes permettant de diriger le pays* », c'est l'objet de la rencontre pour la rue de Solferino. Les communistes militent quant à eux pour une discussion beaucoup plus ouverte, et notamment intégrant l'extrême gauche. C'est ce qui a motivé le refus du PCF de signer le texte d'appel à la rencontre unitaire du 8 février tout en confirmant sa participation. Place du Colonel Fabien, on cherche coûte que coûte à empêcher le développement des courants révolutionnaires qui se renforcent depuis 1995 face aux partis gouvernementaux.

Buffet ne veut pas hypothéquer si rapidement ses chances de rassembler autour du PCF la gauche antilibérale, un projet auquel elle travaille depuis la campagne du non. « *Nous avons permis à toute la gauche du "non" de se retrouver sur les mêmes estrades, rappelle la députée de Seine-Saint-Denis. Nous avons partagé notre temps de parole avec les forces du "non" de gauche qui en étaient privées. Il y a d'autres enjeux mais je pense que le Parti communiste peut jouer ce même rôle, aujourd'hui et pour 2007.* »

Le PCF se veut un « *point d'équilibre de la gauche* » permettant la jonction entre sociaux-libéraux et extrême gauche. L'unité dont est porteuse Buffet et son équipe vise explicitement à ramener dans le giron de la gauche gouvernementale cette gauche des luttes qui émerge depuis dix ans et qu'incarnent Olivier Besancenot et Arlette Laguiller.

Le projet de l'équipe entourant la secrétaire nationale du PCF entend substituer à ce pôle des luttes, en rupture avec les socialistes, mais également avec ses alliés communistes, un rassemblement antilibéral dont Buffet serait évidemment la porte parole. Si elle s'y prêtait, l'extrême gauche ruinerait l'acquis que représente cette rupture entre gauche gouvernementale et gauche révolutionnaire.

Le ralliement en Île-de-France de la « gauche radicale » à la liste de la Gauche populaire et citoyenne lors des régionales en 2004 témoigne suffisamment du danger. Ces secteurs de « la gauche de la gauche » sont liés aujourd'hui à la tête de la région aux sociaux-libéraux. Et ce sont ces mêmes réseaux qui sont à l'origine de l'appel « du lundi » dont le but est d'« *éviter la dispersion des candidatures aux prochaines élections en 2007 et 2008* ». Ils travaillent depuis 2002 pour rééquilibrer « la » gauche au détriment des sociaux-libéraux dans le cadre d'une perspective gouvernementale.

L'antilibéralisme — conséquent ou non — que les uns et les autres revendiquent ne se confond pas avec l'anticapitalisme défendu par les militants de la LCR ou de Lutte ouvrière. La ligne de clivage n'est pas entre social-libéralisme et antilibéralisme ; la seule pertinente à nos yeux demeure celle qui sépare réforme et révolution. Le réformisme a amené nombre de militants socialistes et communistes sincères au réformisme sans réforme, et du réformisme sans réforme à l'acceptation passive du social-libéralisme.

L'adaptation aux exigences de la bourgeoisie est inhérente à la gestion loyale du capitalisme : toutes les expériences accumulées par la gauche gouvernementale le démontrent. On ne peut se débarrasser du capitalisme sans révolution. Ce n'est pas une formule. C'est le point de départ à la reconstruction d'un mouvement ouvrier entièrement libéré des illusions démocratiques.

Le débat récurrent sur les candidatures unitaires, qu'il soit encouragé par la direction communiste ou par les partisans de l'appel « du lundi », cantonne le combat contre la droite sur le terrain électoral et repousse l'échéance de la riposte à 2007. Battre la droite ? Évidemment que nous voulons chasser Chirac, Villepin et Sarkozy et leur politique anti-ouvrière ! Mais nous n'entendons pas ramener au pouvoir une gauche qui de 1997 à 2002 a mis en œuvre les plans que poursuit la droite aujourd'hui.

La seule perspective qui vaille, c'est de contribuer à armer les travailleurs contre les projets de droite comme de gauche sans attendre dix-sept mois ; c'est de populariser la nécessité et la possibilité d'une contre-offensive du monde du travail, sur la base d'un plan d'urgence sociale et démocratique ; et la lutte contre les illusions électorales participe pleinement de cette bataille.

La campagne du non a témoigné de l'écart séparant, d'un côté, le point de vue des appareils désireux de capitaliser sur un plan électoral et négocier au mieux avec les partenaires socialistes et écologistes les échéances de 2007 et, d'un autre côté, celui des militants de base du PCF, du PS comme des nombreux inorganisés engagés dans les comités applaudissant Olivier Besancenot évoquant les mobilisations sociales et repoussant toutes alliances avec les sociaux-libéraux. Là est l'avenir.

Œuvrer au rassemblement de ces hommes et de ces femmes sur des bases indépendantes de la gauche gouvernementale est une des exigences majeures de la période à venir où les pressions à l'« unité » contre la droite vont se multiplier tout azimut.

Maintenir cette boussole : c'est l'enjeu du 16^e congrès de la LCR qui s'ouvre aujourd'hui à La Plaine-Saint-Denis.

Serge Godard



Chili : Face au renouveau du mouvement ouvrier et populaire, les vieilles recettes d'une Présidente socialiste...

Les politiciens de gauche –et de droite ! – en mal de popularité ont tous essayé de capter l'image sympathique donnée par Michelle Bachelet, élue confortablement ce 15 janvier à la tête du Chili. Son image est d'autant plus sympathique que c'est une femme et qu'elle a battu le multimillionnaire Piñera, le « Berlusconi chilien », propriétaire de la compagnie aérienne LAN-Chile et d'une chaîne de télé, avec, parmi de hauts membres de son alliance, des pinochétistes notoires...

Première femme de gauche élue à la tête d'un pays latino-américain (après les réactionnaires « Evita » Perón en Argentine, et Violeta Chamorro, de la contre-révolution nicaraguayenne...), elle rejoint ainsi le camp des présidents de gauche qui ont émergé ces dernières années, après son prédécesseur le socialiste Ricardo Lagos, Lula, Chávez, Vázquez en Uruguay et Evo Morales en Bolivie...

Derrière ces élections, ce qui transparaît, c'est le renouveau du mouvement ouvrier et populaire face à l'offensive de la mondialisation et de l'impérialisme... que ces dirigeants sont tout prêts à canaliser, sans autre perspective que socio-libérale et réformiste.

Une femme de gauche à la tête de la Concertación...

Après la visite surmédiatisée de Ségolène Royal, Hollande en a profité pour réaffirmer son projet « d'une gauche durable, unie, renouvelée » en ajoutant : « c'est une femme qui est Présidente (au Chili), comment pourrais-je l'oublier ! » (Vœux à la presse du 16/01/06).

Les hommes de gauche ne perdent pas une occasion de faire des appels à l'union... derrière leur politique de droite, Lang précisant même : « La gauche française doit suivre le modèle de la gauche chilienne qui a su se retrouver autour d'un programme et d'une candidate » : suivez mon regard...

Michelle Bachelet, la candidate socialiste de la coalition de gauche et du centre appelée Concertación, a en effet l'aura d'une militante socialiste de la première heure, dont le père, général resté fidèle à Allende, est mort dans les geôles de Pinochet, et qui a subi des tortures dans la sinistre Villa Grimaldi...

Aujourd'hui, elle plaisante en se présentant : « *Femme, divorcée, socialiste et agnostique : tous les péchés réunis !* », ce qui la rend proche des plus démunis.

Mais dès le soir de son élection, elle a rendu un hommage ému à son père, dont elle a rappelé le « *sens du service public, l'amour de l'ordre, le don du commandement* » (Il avait en effet été chargé par Allende de remettre de l'ordre dans la distribution alimentaire en 1973, contre les initiatives populaires).

Et elle a ajouté que ses souffrances lui avaient seulement donné envie de se réconcilier, pour conclure : « *Mon gouvernement sera le gouvernement de l'unité de tous les Chiliens* », s'adressant aussi à ceux de droite qui n'avaient pas voté pour elle !

...qui dirige le Chili depuis 1990

Et c'est bien là la politique de la Concertación, résultat d'un pacte politique pour l'après Pinochet entre la Démocratie Chrétienne, l'alliée du dictateur contre Allende et le mouvement populaire, et la gauche reconstituée autour du PS.

Car, après que le mouvement ouvrier a été décapité par la dictature sanglante de Pinochet avec ses milliers de victimes, le Chili est devenu l'arène ouverte de la mondialisation avec privatisations, licenciements, endettement forcenés, d'abord du fait des Chicago Boys de Milton Friedman, puis, suite à la crise de 1982 (au cours de laquelle le chômage est passé de 15 % à 31 %), et celle de 1999.

Les premières réactions sont venues en 1983, à l'appel du Congrès syndical des mineurs, dans les quartiers populaires, les *poblaciones* (les bidonvilles de la périphérie des grandes villes), puis de la jeunesse estudiantine.

C'est ce mouvement de contestation sous influence des réseaux ayant pu survivre à la dictature, qui a commencé à ébranler la dictature. Pinochet a fini par édicter, en 1988, une Constitution sur mesure l'installant chef des armées à vie, mais laissant la place de Président, après référendum, à un civil.

Lors de chaque élection, la droite a été battue car elle rappelait sans cesse Pinochet et son régime, sans même s'en cacher. C'est ainsi que la Concertación s'est retrouvée au pouvoir depuis 1990. Et c'est sous sa direction que le Chili est arrivé à la deuxième place pour les inégalités sociales dans le continent, avec entre 9 et 12 millions de pauvres sur 15 millions d'habitants (selon des statistiques indépendantes).

Il est devenu le meilleur élève du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC dans la région, ainsi qu'un pilier de la politique étrangère de l'ONU et des Etats-Unis dans le monde.

Candidat zélé au Mercosur et à l'ALCA, il a pratiqué avec discipline les coupes sombres dans les dépenses publiques, la flexibilisation du travail, la libéralisation des secteurs de la santé et de l'éducation avec des licenciements massifs... C'est ainsi que dans ce pays, parmi ceux qui avaient la moyenne bourgeoisie la plus nombreuse, les traditions culturelles et démocratiques les plus implantées d'Amérique latine, il n'y a, par exemple, plus une seule Université publique...

Au Sud du pays, la minorité indigène *mapuche* est toujours aussi réprimée ; 25 % d'entre eux sont indigents ; ce mois-ci encore, 18 de leurs militants ont été arrêtés en se battant pour la reconnaissance de leurs droits, en particulier contre les multinationales qui leur prennent leurs terres, qui détruisent et polluent la forêt...

Au niveau international, le socialiste Lagos, actuellement au pouvoir, a ainsi mis à la tête de la force d'intervention de l'ONU en Haïti que le Chili dirige, un ex-officier de Pinochet connu...

Son gouvernement s'est fait le champion de la « réconciliation nationale », symbolisée par le fameux *indulto* (« pardon ») aux ex-militaires putschistes qui, à l'image de Pinochet, ne sont toujours pas jugés quand ils ne sont pas encore en poste (13 hauts officiers actuels sur 36 sont des ex de Pinochet !), au grand dam des associations de familles de prisonniers et de disparus.

Armer le renouveau qui vient d'en bas

Dans ce contexte, des transformations profondes, économiques, sociales et politiques ont vu le jour dans le pays. A la faveur de la mondialisation et de la politique d'exportations massives, l'agro-buisness s'est

répandu dans les campagnes, et les petits paysans qui ont dû vendre leurs terres ont rejoint les ouvriers licenciés dans les ceintures des grandes villes. Les femmes ont été nombreuses dans les milieux populaires à se retrouver chefs de famille, à devenir des salariées à part entière pour le compte des multinationales, en particulier dans les services.

Ces transformations entraînent progressivement des prises de conscience dans les milieux populaires.

Ce mois-ci, dans la région de Rancagua, 8 000 travailleurs en CDD pour la compagnie nationale d'exploitation du cuivre Codelco, (principale production du pays dont les cours s'envolent aujourd'hui), se sont mis en grève illimitée parce qu'ils touchaient moitié moins que les travailleurs embauchés. Ils ont coupé des routes à l'aide de barricades en feu. Signe des temps : une grève très dure avait déjà éclaté dans cette entreprise en 1991 ; c'étaient alors les embauchés qui se battaient pour des augmentations de salaires...

Voici ce qu'a déclaré le responsable du syndicat lors de la grève : *« Ce n'est pas seulement la responsabilité des employeurs en CDD, car la législation donne à la Codelco les outils pour mettre fin à ces pratiques abusives et, cependant, même si c'est encore une entreprise d'Etat, elle n'arrête pas ces abus. Bref, la Concertation qui gouverne notre pays, applique et perfectionne chaque jour la surexploitation. (...) Il est indispensable de combattre le réformisme qui n'attaque pas le système capitaliste et qui pousse à la modération des luttes syndicales. Il faut combattre le bureaucratisme présent dans les actuelles centrales syndicales qui privilégie le dialogue avec l'Etat et le capital par-dessus les luttes et les intérêts des travailleurs, la lutte des classes, en définitive. Le chemin des travailleurs, ce n'est ni Bachelet, ni Piñera, mais la lutte et l'organisation ».*

Les revendications et la lutte de ces travailleurs, qui s'est soldée par 43 arrestations, sont bien loin des timides revendications de l'alliance Juntos Podemos Más (« Ensemble nous pouvons plus », dont le slogan est « *Un autre Chili est possible* »). Créée par le PC avec le soutien de syndicalistes, associations, de l'organisation la plus connue de l'extrême gauche (le MIR), elle a été rejointe par le responsable du Parti Humaniste, Tomás Hirsch, devenu finalement le candidat de la coalition.

Après avoir obtenu un peu plus de 5 % des voix au premier tour, cette coalition a appelé à l'abstention... sauf si Bachelet s'engageait à prendre davantage en compte les problèmes sociaux et surtout... renoncer au système électoral dit binominal !

Après de vagues promesses de la candidate socialiste ne s'engageant surtout pas pour des hausses de salaires, ni contre le travail précaire, ni la répression syndicale (la grève n'est toujours pas officiellement autorisée au Chili) ni celle des indigènes, le PC a appelé à voter Bachelet.

Mais si Bachelet n'a donné aucune garantie concrète aux modestes demandes de cette coalition, elle en a donné de vraies aux milieux patronaux. Elle se revendique entièrement de la politique de son prédécesseur Lagos. Et elle a rappelé le 15 Janvier : *« nous devons stimuler les entreprises qui entreprennent et avancent »* en disant que la première et principale réforme qu'elle compte mettre en route est celle du système des retraites, déjà privatisées, mais dont les caisses sont en grave déficit, ce qui annonce de nouveaux coups durs contre les plus pauvres.

Au Chili comme en Amérique latine et dans le monde, l'heure est au renouveau du mouvement social. Pour répondre aux dégâts réalisés durant ces 10 dernières années par l'offensive du capitalisme financier, l'oubli des leçons passées est préjudiciable. Tout au contraire, l'expérience de la gauche et de ses alliés du centre, gravée dans la chair des classes populaires qui l'ont si durement payée, doit nous servir pour apprendre, pour donner des réponses qui arment le mouvement ouvrier et populaire naissant.

Sophie Candela



La dette publique : le pillage organisé des richesses collectives au profit de la finance

Le 14 décembre dernier, le rapport de la Mission sur la dette du Ministère des finances, présenté par Michel Pébereau, PDG de BNP-Paribas, a annoncé à grand renfort médiatique l'endettement abyssal de l'Etat français, qui atteint cette année 1 100 milliards d'euros, passant de 63 % du PIB en 2003 à

66 %. L'Etat dépense trop, constate le rapport, son endettement atteint aujourd'hui un niveau tel que l'économie serait en danger... Le terrain ainsi préparé, Villepin s'est empressé de lancer sa campagne politique sur la réduction de la dette publique, relayé par les médias, et tous d'en rajouter sur les « gaspillages » des budgets de la fonction publique et de la protection sociale.

Les solutions sont simples, a indiqué Pébereau, « *elles ne sont ni de droite ni de gauche* » et relèvent du « *bon sens* ». Des économies seront réalisées en éliminant les « *sureffectifs* » dans la Fonction publique grâce au départ à la retraite des fonctionnaires. Quant au Ministre de la Fonction publique, Christian Jacob, il n'a rien d'autre à proposer aux fonctionnaires qu'une augmentation dérisoire de 0,5 % au 1er juillet 2006, alors que les syndicats estiment la perte de pouvoir d'achat à plus de 5 % depuis 2000.

Les restrictions budgétaires visent donc les salariés, tandis que le gouvernement, au nom de la lutte pour l'emploi, continue de multiplier les cadeaux au patronat. Il vient d'étendre le Contrat nouvelle embauche (CNE) au-delà des petites entreprises, avec un Contrat Première Embauche (CPE) qui aggrave la précarité pour les jeunes. De la même façon, l'invention des « licenciements préventifs » permettra aux entreprises de licencier en prévision de difficultés économiques à venir. Et dans les dépenses qui creusent le déficit de l'Etat, Villepin se garde bien de remettre en cause les milliards distribués au patronat sous la forme d'exonérations de cotisations, de la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et autres subventions directes, sous prétexte d'aides à l'emploi.

Annonçant sa volonté de faire de la réduction de la dette la priorité du gouvernement, il a réuni le 11 janvier une « Conférence nationale des finances publiques », regroupant des représentants des syndicats, des collectivités locales et autres acteurs sociaux et économiques. Comme il l'avait fait avec la réforme des retraites, puis celle de la sécu, le gouvernement voudrait faire de cette « conférence » un tremplin vers un nouveau « diagnostic partagé ». La CFDT, dans un communiqué rédigé à l'issue de la réunion, ne se dérobe pas. Pour elle, le « *mal* » ne fait pas de doute, « *l'augmentation continue de la dette publique est dommageable pour l'économie de notre pays...* », [...] *L'ambition de retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2010 nécessite de la puissance publique plus de rigueur politique et plus de cohérence dans ses choix. Pour être compris et partagé, « le programme de stabilité » devra répondre à des exigences d'équité et de justice sociale, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, d'accès aux services publics. En tout état de cause, le désendettement du pays ne peut se faire par un simple transfert des charges sur les ménages* ».

Ce « diagnostic partagé » accepte le cadre de « négociations » défini par le gouvernement : augmentation des impôts pour les moins riches, réduction des dépenses par la réduction du nombre de fonctionnaires et de leur pouvoir d'achat, vente des « actifs non stratégiques », c'est-à-dire poursuite de la privatisation des entreprises publiques....

La dette publique, un fonctionnement « normal » de l'Etat capitaliste

Le total de la dette de l'Etat -1 100 milliards d'euros- atteint 66 % du Produit intérieur brut. Cela sans compter les retraites des fonctionnaires qui lui font dépasser les 2 000 milliards d'euros, soit 120 % du PIB. Elle concerne tous les niveaux de l'Etat, de la nation aux collectivités locales, en passant par les services hospitaliers publics.

La France n'est pas le seul pays industrialisé à crouler sous les dettes et cette maladie n'est pas réservée aux pays pauvres qui sont soumis, à travers elle, au pillage de leurs richesses. La dette moyenne de la zone euro s'élève à 70,4 % du PIB, en Italie à plus de 100 %. Le Japon doit 6 500 milliards d'euros, les Etats-Unis 6 800 milliards d'euros.

Personne, parmi les économistes et les hommes d'Etat, de droite comme de gauche, ne cherche d'ailleurs à annuler cette dette. Et lorsque Villepin parle de revenir en cinq ans à « l'équilibre budgétaire », ça n'est pas pour annuler la dette, mais pour la ramener à 60 % du PIB, le maximum défini par les critères de Maastricht.

Et surtout, c'est une façon de justifier des mesures pour « rentabiliser » l'Etat.

Cette dette a un coût, qui grève sévèrement les finances publiques, au point que la plus importante ligne budgétaire du budget de l'Etat, après l'Education nationale, est celle du « service de la dette », les intérêts que doit verser l'Etat à ses divers créanciers. Depuis les années 1980, où le total de la dette publique s'élevait

à 20 % du PIB, elle n'a cessé d'augmenter. La charge de la dette est passée de 4 % du budget de l'Etat en 1980 à 15 % en 2005.

Avec une rapidité plus ou moins grande, selon les périodes, ce qui permet d'alimenter une fausse polémique entre PS et gouvernement sur la responsabilité des uns et des autres dans cette aggravation de l'endettement public. Mais, au-delà de cette polémique, il est clair qu'un des facteurs essentiels de cet accroissement est la politique, présentée comme « soutien à l'emploi », menée par tous les gouvernements depuis le début des années 1980.

Durant cette période, des sommes astronomiques ont été versées aux entreprises sous forme de subventions. Ce sont aussi des milliards d'euros d'exonérations de charges de toute sorte, dont ont bénéficié les patrons. Milliards d'euros qui manquent dans les budgets des caisses de retraites, de chômage, de sécurité sociale, et que l'Etat compense en partie. Comme il compense en partie les baisses de taxe professionnelle versées par les entreprises aux communes. Ce mécanisme présente un double phénomène : d'une part les entreprises paient de moins en moins d'impôts et de salaire socialisé sous forme de charges sociales ; d'autre part, les compensations versées par l'Etat aux caisses ou aux collectivités locales viennent en prélèvement sur les finances publiques, qui sont amputées d'autant.

Les ressources de l'Etat sont essentiellement constituées par le prélèvement par l'impôt sur les revenus de la population travaillante. Car les impôts indirects comme la TVA ou la TIPP (taxe sur les carburants), qui touchent indistinctement tous les consommateurs, constituent 55 % des ressources financières de l'Etat, tandis que l'impôt sur le revenu, qui favorise les catégories les plus riches et qui vient de bénéficier de réductions successives, n'en constitue que 20 %, celui sur les sociétés, 14,6 %. Ce sont donc les revenus des salariés, du public comme du privé, des petits artisans et commerçants, de la population laborieuse en général, qui alimentent les caisses de l'Etat, et qui sont ensuite distribuées aux entreprises et aux groupes financiers sous forme de subventions et d'exonérations.

Les intérêts de la dette, une rente pour les classes privilégiées

La dette publique offre à l'Etat un excellent moyen d'assurer aux financiers et privilégiés une manne régulière de plusieurs milliards d'euros par ans, par le biais de l'intérêt de la dette. Les taux de l'ordre de 3,5 % sont plus faibles que les taux de profit que peuvent procurer certains investissements industriels ; mais les bons du Trésor et autres obligations d'Etat ont le gros avantage d'être sûrs et réguliers. 98 % des titres relatifs à la dette de l'Etat français sont négociables en Bourse, et alimentent le casino de la finance. 51 % de la dette serait détenue par des institutions « non résidentes », banques, assurance, fonds de pension ne résidant pas en France, les 49 % « résidents » se partageant entre assurances (31 %), organismes de placement (SICAV,.. 10 %), banques (7 %).

Le pillage des richesses sociales produites par le travail par le biais de la dette publique n'est pas un mécanisme spécialement mis au point par les pays impérialistes, avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, pour continuer le pillage des pays pauvres. Il fait partie intégrante du système capitaliste, dans tous les pays, et assure un flux continu d'argent de la poche du contribuable vers celle des gros actionnaires des grandes entreprises et des groupes financiers.

La composition de la commission constituée par T. Breton autour de Pébereau, pour établir un rapport sur la dette, mérite, à ce titre, un petit coup d'œil. Aux côtés de Pébereau, président de BNP-Paribas, on trouve, parmi d'autres : Michel Camdessus, ancien directeur du FMI ; Jean Michel Charpin, directeur de l'Insee, auteur, en 1999, d'un rapport de sinistre mémoire, intitulé « *L'avenir de nos retraites* », à la demande du premier ministre Jospin ; Pascal Lamy, patron de l'OMC ; Edouard Michelin, PDG ; Nicole Notat...

Cela suffit à juger, et de « l'objectivité » de la commission, et des véritables préoccupations du gouvernement dans sa campagne pour retrouver « l'équilibre financier » : justifier une nouvelle étape dans les attaques contre les salariés des services publics et tenter de désarmer préventivement leur résistance en organisant un nouveau « diagnostic partagé ».

L'annulation de la dette publique passe par le contrôle sur les entreprises et la finance

Les partis gouvernementaux de gauche comme de droite, les organisations syndicales, tous se joignent au concert de lamentations organisé autour du niveau de la dette. Chacun y va de sa solution, par quel biais on pourrait désendetter l'Etat, en particulier par quelle fiscalité... Mais tous se placent sur le terrain du gouvernement, préparé par le rapport Pébereau. Et sur ce terrain, il n'y a pas de solution au désendettement de l'Etat. D'ailleurs, la gauche plurielle au gouvernement a largement prouvé qu'elle n'avait pas d'autre politique à proposer. Non par manque de conviction « antilibérale », mais parce qu'il n'y a qu'une politique possible dans le cadre du système capitaliste : organiser la diminution de la part des salaires dans les richesses produites par le travail social, et transférer la différence dans la poche de la bourgeoisie.

La solution commence avec le refus des travailleurs de l'Etat, des collectivités locales, des hôpitaux, de tous les services publics d'accepter les « remèdes » que gouvernement et confédérations syndicales préparent avec le « diagnostic partagé » sur la dette. Elle est dans un « tous ensemble » pour faire reculer le gouvernement sur ses projets, comme ont réussi à le faire, par leur action collective, les dizaines de milliers de dockers européens venus à Bruxelles manifester au moment du vote au Parlement de la directive sur la libéralisation des services publics portuaires.

C'est en mettant en œuvre par leurs luttes un plan d'urgence sociale et démocratique que les salariés et la population peuvent imposer leur contrôle sur les comptes de l'Etat et des grandes entreprises, exproprier les groupes financiers qui font leur profit de la dette, les nationaliser et les unifier dans un seul organisme de crédit, une banque à travers laquelle l'Etat, sous le contrôle de la population, pourrait orienter l'argent public vers des activités créatrices de biens utiles à tous.

Catherine Aulnay, Eric Lemel



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.